

Klerk of eerste klerk	10
Klerk-stenotypist of eerste klerk-stenotypist	5
Klerk-typist of eerstaanwendend klerk-typist	7
Niveau 4	
Eerste vakman-ploegbaas	4
Klasseerder of eerstaanwendend beambte	9
Telefonist of eerstaanwendend beambte	1
Bode-kamerbewaarder of eerstaanwendend bode-kamerbewaarder	2
Hulparbeider B of geschoold werkman A	2

§ 2. De betrekkingen geschapen bij de artikelen 1 en 4 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 december 1988, zoals gewijzigd, tot vaststelling van een onthaalformatie voor het personeel afkomstig uit de « Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique », uit de « Académie royale de Langue et de Littérature françaises », uit het secretariaat van de hoge raden voor het gezin en de derde leeftijd, uit het « Ministère de l'Éducation nationale » en uit de Dienst voor Jeugdbescherming, worden afgeschaft en geschapen bij het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.

§ 3. De personeelsformatie zoals die vastgesteld is bij toepassing van de §§ 1 en 2 van dit artikel, wordt aangevuld met de hierna vermelde betrekkingen die overeenstemmen met de laatste overdrachten van personeel afkomstig uit verschillende andere ministeriële departementen.

Adjunct-adviseur	2
Bestuurssecretaris	1
Bestuurschef	2
Adjunct-sectiechef	1
Opsteller	6
Hoofdklerk	2
Klerk of eerste klerk (*)	2
Hoofdbeambte financiën	1
Eerstaanwendend beambte financiën	1

§ 4. De inspectie van het afstandsonderwijs waarvan de personeelsformatie vastgesteld werd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1985, wordt toegevoegd aan het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.

HOOFDSTUK III. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 3. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 december 1988, zoals gewijzigd, tot vaststelling van een onthaalformatie voor het personeel afkomstig uit de « Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique », uit de « Académie royale de Langue et de Littérature françaises », uit het secretariaat van hoge raden voor het gezin en de derde leeftijd, uit het « Ministère de l'Éducation nationale » en uit de Dienst voor Jeugdbescherming, wordt opgeheven.

Art. 4. De Ministers, lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Brussel, 20 augustus 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,
V. FEAUX

F 90 — 2210

Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant répartition du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française entre les deux ministères qu'ils comportent

RAPPORT A L'EXECUTIF

La répartition du personnel entre les deux Ministères créés au sein des Services de l'Exécutif doit faire l'objet d'un acte spécifique.

Ce dernier doit tenir compte des dispositions arrêtées antérieurement par l'Exécutif et déterminer à quels membres du personnel de ses Services lesdites dispositions s'appliquent.

Par arrêté motivé du 31 janvier 1989, l'Exécutif a énoncé des dispositions transitoires d'exécution du statut du personnel dont l'application doit être maintenue au personnel transféré en provenance du Ministère de la Justice — Office de la Protection de la Jeunesse. La disposition à prévoir à cette fin fait l'objet du § 2 de l'article 1er du projet d'arrêté.

Tels sont l'objet et la motivation de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant répartition du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française entre les deux Ministères qu'ils comportent.

Bruxelles, le 20 août 1990.

Le Ministre-Président,
V. FEAUX

(*) toepassing van het beginsel van de vlakke loopbaan.

21 AOUT 1990. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant répartition du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française entre les deux ministères qu'ils comportent

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par les lois du 8 août 1988 et du 16 janvier 1989, notamment les articles 87 et 88;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat tel que modifié à ce jour, notamment les articles 8 et 116;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat tel que modifié à ce jour, notamment l'article 28;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 janvier 1989 portant dispositions transitoires d'exécution du statut du personnel;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 20 août 1990 portant création de deux ministères au sein des Services de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 20 août 1990 portant répartition des emplois prévus aux cadres organiques entre les deux ministères constituant les Services de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu l'avis du Conseil de direction;

Vu l'avis de l'Inspection des finances donné le 28 juin 1990;

Vu le protocole conclu le 19 juillet 1990 au Comité de négociation du Secteur XVII;

Vu l'accord du Ministre-Président compétent en matière de fonction publique et de budget, donné le 14 août 1990;

Considérant qu'après avoir créé deux ministères au sein des Services de l'Exécutif de la Communauté française et avoir fixé à titre transitoire leurs cadres organiques, il s'indique d'affecter immédiatement le personnel à ces deux ministères;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence spécialement motivée par l'obligation de déterminer sans autre délai le rattachement administratif des membres du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française aux deux ministères créés au sein de ces Services par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 20 août 1990;

Sur la proposition de tous les Ministres, membres de l'Exécutif;

Vu la délibération de l'Exécutif du 20 août 1990,

Arrête :

Article 1er. § 1er. Le personnel du Ministère de la Culture et des Affaires sociales comprend :

a) sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 2 a et b du présent arrêté;

1. les membres du personnel affectés aux emplois prévus à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 octobre 1983 fixant le cadre organique du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française, ainsi que toutes les personnes qui, liées à quelque titre que ce soit à l'Exécutif de la Communauté française, exercent leurs activités professionnelles dans lesdits Services;

2. le personnel affecté aux emplois prévus par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 17 février 1983 fixant le cadre organique du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française, sous l'intitulé « Personnel en provenance du Centre d'études de la population et de la famille »;

b) le personnel ayant été affecté aux emplois prévus aux articles 2 et 3 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 décembre 1988 fixant un cadre d'accueil pour le personnel en provenance de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique, de l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises, du Secrétariat des Conseils supérieurs de la famille et du troisième âge, du Ministère de l'Education nationale et de l'Office de la Protection de la Jeunesse, ainsi que les personnes qui, liées à quelque titre que ce soit à l'Exécutif de la Communauté française, exercent leurs activités professionnelles à l'Académie royale de Langue et de Littérature française;

c) le personnel transféré à l'Exécutif de la Communauté française par l'arrêté royal du 31 juillet 1989 en provenance du Ministère de la Justice, ainsi que les personnes qui, à quelque titre que ce soit, exerçaient leurs activités professionnelles au sein des services extérieurs dépendant antérieurement du Ministère de la Justice — Office de la Protection de la Jeunesse;

d) le personnel transféré à l'Exécutif de la Communauté française par l'arrêté royal du 31 octobre 1989 en provenance du Ministère de la Justice — Office de la protection de la jeunesse ainsi que les personnes qui, à quelque titre que ce soit, exerçaient leurs activités professionnelles au sein de l'Administration centrale de l'Office de la Protection de la Jeunesse;

e) le personnel transféré à l'Exécutif de la Communauté française par l'arrêté royal du 31 octobre 1989 en provenance du Ministère de la Justice — Administration centrale, à l'exception de M. Richard Berleur, secrétaire d'administration;

f) le personnel transféré à l'Exécutif de la Communauté française par les arrêtés royaux suivants :

27 février 1989	personnel en provenance du Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération au Développement
27 février 1989	personnel en provenance du Ministère de l'Emploi et du Travail
27 février 1989	personnel en provenance du Ministère des Finances
27 février 1989	personnel en provenance du Ministère de la Justice
5 juin 1989	personnel en provenance du Ministère des Travaux publics
2 août 1989	personnel en provenance des Services du Premier Ministre — Administration logistique

7 décembre 1989	personnel en provenance du Ministère des Affaires économiques
7 décembre 1989	personnel en provenance du Ministère des Finances — Administration des pensions
7 décembre 1989	personnel en provenance du Ministère de l'Emploi et du Travail
27 décembre 1989	personnel en provenance du Ministère de la Santé publique et de l'Environnement
27 décembre 1989	personnel en provenance du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique
27 février 1990	personnel en provenance du Ministère des Finances — Administration du Budget

ainsi que

1. Leenders, Jean, chef de section adjoint, transféré à l'Exécutif de la Communauté française en provenance du Ministère des Finances — Administration du Budget par l'arrêté royal du 28 décembre 1989;

2. Detandt, Nelly, chef de division,
 Fabry, Gaston, chef de division,
 Lavis, Estelle, chef de division,
 Pauwels, Myriam, chef de division,
 Segers, Jean-Pierre, chef de division,
 Leduc, François, conseiller adjoint,
 Raes, Berthe, conseiller adjoint,
 Brogniet, Philippe, secrétaire d'administration,
 Debure, Christian, secrétaire d'administration,
 Dechamps, Philippe, secrétaire d'administration,
 Jacques, Georges, secrétaire d'administration,
 Jossart, Daniel, secrétaire d'administration,
 Prior, Jean-François, secrétaire d'administration,
 Bracke, Séraphin, chef administratif,
 Lardinois, Jacques, chef administratif,
 Limbourg, Lucile, chef administratif,
 Provost, Robert, chef administratif,
 Defert, Jean, sous-chef de bureau,
 Harlange, Jean, sous-chef de bureau,
 Moreau, Jacques, sous-chef de bureau,
 Rahyr, Annie, sous-chef de bureau,
 Watier, Martine, sous-chef de bureau,
 Woiart, Arthur, sous-chef de bureau,
 Deheneffe, Martine, rédacteur,
 Derouaux, Josette, rédacteur,
 Docquir, Bernadette, rédacteur,
 Estas, Monique, rédacteur,
 Glavier, Freddy, rédacteur,
 Lhoir, Christiane, rédacteur,
 Schockert, Martine, rédacteur,
 Vanschoorisse, Nicole, rédacteur,
 Vereecken, Christiane, rédacteur,
 Delespesse, Lucienne, commis chef,
 Frison, Monique, commis chef,
 Pierard, Odette, commis chef,
 De Geyter, Adeline, commis sténodactylographe chef,
 Lassence, Josiane, commis sténodactylographe chef,
 Marcoux, Martine, commis sténodactylographe chef,
 Piroux, Colette, commis sténodactylographe chef,
 Fraipont, Josette, commis dactylographe chef,
 Binet, Jean-Marie, commis ou commis principal,
 Faveur, Marcelle, commis ou commis principal,
 Vandenplas, Michèle, commis ou commis principal,
 Denis, Marianne, commis sténodactylographe ou commis sténodactylographe principal,
 Lambert, Marylène, commis sténodactylographe ou commis sténodactylographe principal,
 Delcroix, Myrienne, commis dactylographe ou commis dactylographe principal,
 Denis, Micheline, commis dactylographe ou commis dactylographe principal,
 Bordet, Mireille, messenger huissier ou messenger huissier principal,
 Dupuis, Gérard, messenger huissier ou messenger huissier principal,
 transférés à l'Exécutif de la Communauté française en provenance du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique par l'arrêté royal du 28 décembre 1989.

§ 2. Les effets de l'arrêté de l'Exécutif du 31 janvier 1989 portant dispositions transitoires d'exécution du statut du personnel sont maintenus en ce qu'ils étaient applicables au personnel transféré aux Services de l'Exécutif de la Communauté française en provenance du Ministère de la Justice — Office de la Protection de la Jeunesse.

Art. 2. Le personnel du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation comprend :

a) à l'exception de celui qui est affecté à l'emploi de conseiller au Service de l'enseignement à distance, les membres du personnel affectés aux emplois prévus à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 octobre 1983 fixant le cadre organique des Services de l'Exécutif de la Communauté française, sous l'intitulé « Direction générale de l'enseignement et de la formation », ainsi que les membres du personnel exerçant leurs activités professionnelles à ladite Direction générale bien qu'étant affectés à un emploi prévu à une autre Direction générale et toutes les personnes qui, liées à quelque titre que ce soit à l'Exécutif de la Communauté française, exercent leurs activités professionnelles au sein de la Direction générale de l'enseignement et de la formation;

La liste nominative des personnes visées à l'alinéa précédent est arrêtée par le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française.

b) les membres du personnel ayant été affectés aux emplois prévus à l'article 1er de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 décembre 1988 fixant un cadre d'accueil pour le personnel en provenance de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique, de l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises, du Secrétariat des Conseils Supérieurs de la famille et du troisième âge, du Ministère de l'Education nationale et de l'Office de la Protection de la Jeunesse, ainsi que toutes les personnes liées à quelque titre que ce soit à l'Exécutif de la Communauté française exerçant leurs activités professionnelles à l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique;

c) le personnel transféré à l'Exécutif de la Communauté française par l'arrêté royal du 31 juillet 1989 en provenance du Ministère de l'Education nationale, ainsi que toutes les personnes transférées à l'Exécutif de la Communauté française qui, à quelque titre que ce soit, exerçaient leurs activités professionnelles au sein du Ministère de l'Education nationale;

d) les inspecteurs de l'enseignement à distance;

e) le personnel transféré à l'Exécutif de la Communauté française en provenance du Ministère des Finances — Administration de la Trésorerie par les arrêtés royaux du 29 mars 1990

ainsi que

1. Bratun, Sabine, secrétaire d'administration, transférée à l'Exécutif de la Communauté française en provenance du Ministère des Finances — Administration du Budget par l'arrêté royal du 28 décembre 1989,

2. Darimont, Monique, chef administratif,

Grégoire, Claude, chef administratif,

Dalaidenne, Paul, rédacteur,

Georis, Pierre, rédacteur,

Lefebvre, Martine, rédacteur,

Pierre, Marie-Paule, rédacteur,

Verstraete, Lydia, rédacteur,

Xenophontos, Marc, rédacteur;

Ballegeer, Elsie, commis chef,

Van Caeneghem, Martine, commis chef,

Anglicus, Jacques, commis,

Bisman, Suzanne, commis,

transférés à l'Exécutif de la Communauté française en provenance du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique par l'arrêté royal du 28 décembre 1989;

Art. 3. Les Ministres membres de l'Exécutif de la Communauté française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 21 août 1990.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation,
du Sport et du Tourisme, et des Relations internationales de la Communauté française,

J.P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche de la Communauté française,

Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé de la Communauté française,

F. GUILLAUME

VERTALING

N 90 — 2210

Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot verdeling van het personeel van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap over de twee ministeries waaruit zij bestaan

VERSLAG AAN DE EXECUTIEVE

De verdeling van het personeel over de twee ministeries opgericht binnen de Diensten van de Executieve, moet worden geregeld bij een specifieke akte.

Deze moet rekening houden met de bepalingen die voorheen door de Executieve werden getroffen en bepalen op welke personeelsleden van haar Diensten die bepalingen toepasselijk zijn.

Bij met redenen omkleed besluit van 31 januari 1989, heeft de Executieve overgangsbepalingen tot uitvoering van het statuut van het personeel besloten waarvan de toepassing moet worden behouden voor het personeel overgedragen uit het Ministerie van Justitie — Dienst voor Jeugdbescherming. Hierin voorziet § 2 van artikel 1 van het ontwerp van besluit.

Dit zijn het doel en de motivering van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot verdeling van het personeel van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap over de twee ministeries waaruit zij bestaan.

Brussel, 20 augustus 1990.

De Minister-Voorzitter,

V. FEAUX

VERTALING

21 AUGUSTUS 1990. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot verdeling van het personeel van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap over de twee ministeries waaruit zij bestaan

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988 en van 16 januari 1989, inzonderheid op de artikelen 87 en 88;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, zoals tot heden gewijzigd, inzonderheid op de artikelen 6 en 116;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1938 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, zoals tot heden gewijzigd, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 januari 1989 houdende overgangsbepalingen tot uitvoering van het statuut van het personeel;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 20 augustus 1990 tot oprichting van de twee ministeries in de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 20 augustus 1990 tot verdeling van de betrekkingen bepaald in de personeelsformaties over de twee ministeries waaruit de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap bestaan;

Gelet op het advies van de Directieraad;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 juni 1990;

Gelet op het protocol afgesloten op 19 juli 1990 in het onderhandelingscomité van sector XVII;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter, bevóegd inzake openbaar ambt en begroting, gegeven op 14 augustus 1990;

Overwegende dat na oprichting van twee ministeries in de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap en na vaststelling bij overgangsmaatregel van hun personeelsformaties, het aangewezen is het personeel onmiddellijk aan te wijzen voor deze beide ministeries;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1990;

Gelet op de bijzonder dringende noodzakelijkheid de administratieve aanwijzing van de personeelsleden van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap voor de twee ministeries opgericht binnen deze Diensten bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 20 augustus 1990 zonder verwijl te bepalen;

Op de voordracht van alle Ministers, lid van de Executieve;

Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 20 augustus 1990 genomen beslissing,

Besluit:

Artikel 1. § 1. Het personeel van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken omvat:

a) onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel 2, a) en b) van dit besluit:

1. de personeelsleden aangewezen voor de betrekkingen bepaald bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 oktober 1983 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, alsook al de personen, in welke hoedanigheid ook verbonden aan de Executieve van de Franse Gemeenschap, die hun beroepsactiviteiten in voormelde Diensten uitoefenen;

2. het personeel aangewezen voor de betrekkingen bepaald bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 17 februari 1983 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, onder het opschrift « Personeel afkomstig uit het Centrum voor bevolkings- en gezinsstudies »;

b) het personeel dat werd aangewezen voor de betrekkingen bepaald bij de artikelen 2 en 3 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 december 1988 tot vaststelling van een onthaalformatie voor het personeel afkomstig uit de « Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique », uit de « Académie royale de Langue et de Littérature françaises », uit het secretariaat van de hoge raden voor het gezin en de derde leeftijd, uit het « Ministère de l'Éducation nationale » en uit de Dienst voor Jeugdbescherming, alsook de personen, in welke hoedanigheid ook verbonden aan de Executieve van de Franse Gemeenschap, die hun beroepsactiviteiten uitoefenen bij de « Académie royale de Langue et de Littérature françaises »;

c) het personeel dat uit het Ministerie van Justitie naar de Executieve van de Franse Gemeenschap bij het koninklijk besluit van 31 juli 1989 werd overgedragen, alsook de personen die, in welke hoedanigheid ook, hun beroepsactiviteiten uitoefenden bij de buitendiensten die vroeger afhingen van het Ministerie van Justitie — Dienst voor Jeugdbescherming;

d) het personeel dat uit het Ministerie van Justitie — Dienst voor Jeugdbescherming — naar de Executieve van de Franse Gemeenschap bij het koninklijk besluit van 31 oktober 1989 werd overgedragen, alsook de personen die, in welke hoedanigheid ook, hun beroepsactiviteiten uitoefenden bij het Hoofdbestuur van de Dienst voor Jeugdbescherming;

e) het personeel dat uit het Ministerie van Justitie — Hoofdbestuur — naar de Executieve van de Franse Gemeenschap bij het koninklijk besluit van 31 oktober 1989 werd overgedragen, met uitzondering van de heer Richard Berleur, bestuurssecretaris;

f) het personeel dat naar de Executieve van de Franse Gemeenschap werd overgedragen bij de volgende koninklijke besluiten:

27 februari 1989	personeel afkomstig uit het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Ontwikkelings-samenwerking
27 februari 1989	personeel afkomstig uit het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid
27 februari 1989	personeel afkomstig uit het Ministerie van Financiën
27 februari 1989	personeel afkomstig uit het Ministerie van Justitie
5 juni 1989	personeel afkomstig uit het Ministerie van Openbare Werken
2 augustus 1989	personeel afkomstig uit de Diensten van de Eerste Minister — Logistiek bestuur
7 december 1989	personeel afkomstig uit het Ministerie van Economische Zaken
7 december 1989	personeel afkomstig uit het Ministerie van Financiën — Administratie der Pensioenen
7 december 1989	personeel afkomstig uit het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid
27 december 1989	personeel afkomstig uit het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu
27 december 1989	personeel afkomstig uit het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt
27 februari 1990	personeel afkomstig uit het Ministerie van Financiën — Administratie van de Begroting

alsook:

1. Leenders, Jean, adjunct-sectiechef, naar de Executieve van de Franse Gemeenschap uit het Ministerie van Financiën — Administratie van de Begroting — overgedragen bij het koninklijk besluit van 28 december 1989.

2. Detandt, Nelly, afdelingschef,
 Fabry, Gaston, afdelingschef,
 Lavis, Estelle, afdelingschef,
 Pauwels, Myriam, afdelingschef,
 Segers, Jean-Pierre, afdelingschef,
 Leduc, François, adjunct-adviseur,
 Raes, Berthe, adjunct-adviseur,
 Brogniet, Philippe, bestuurssecretaris,
 Debure, Christian, bestuurssecretaris,
 Dechamps, Philippe, bestuurssecretaris,
 Jacques, Georges, bestuurssecretaris,
 Jossart, Daniel, bestuurssecretaris,
 Prior, Jean-François, bestuurssecretaris,
 Bracke, Séraphin, bestuurschef,
 Lardinois, Jacques, bestuurschef,
 Limbourg, Lucile, bestuurschef,
 Provost, Robert, bestuurschef,
 Defert, Jean, onderbureaueuf,
 Harlange, Jean, onderbureaueuf,
 Moreau, Jacques, onderbureaueuf,
 Rahyr, Annie, onderbureaueuf,
 Watier, Martine, onderbureaueuf,
 Woiart, Arthur, onderbureaueuf,
 Deheneffe, Martine, opsteller,
 Derouaux, Josette, opsteller,
 Docquir, Bernadette, opsteller,
 Estas, Monique, opsteller,
 Glavier, Freddy, opsteller,
 Lhoir, Christiane, opsteller,
 Schockert, Martine, opsteller,
 Vanschoorisse, Nicole, opsteller,
 Vereecken, Christiane, opsteller,
 Delespesse, Lucienne, hoofdklerk,
 Frison, Monique, hoofdklerk,
 Pierard, Odette, hoofdklerk,
 De Geyter, Adeline, hoofdklerk-stenotypist,
 Lessence, Josiane, hoofdklerk-stenotypist,
 Marcoux, Martine, hoofdklerk-stenotypist,
 Piroux, Colette, hoofdklerk-stenotypist,
 Fraipont, Josette, hoofdklerk-typist,
 Binet, Jean-Marie, klerk of eerste klerk,
 Faveur, Marcelle, klerk of eerste klerk,
 Vandenplas, Michèle, klerk of eerste klerk,
 Denis, Marian, klerk-stenotypist of eerste klerk-stenotypist,

Lambert, Marylène, klerk-stenotypist of eerste klerk-stenotypist,
 Delcroix, Myriamne, klerk-typist of eerstaanwendend klerk-typist,
 Denis, Micheline, klerk-typist of eerstaanwendend klerk-typist,
 Bordet, Mireille, bode-kamerbewaarder of eerstaanwendend bode-kamerbewaarder,
 Dupuis, Gérard, bode-kamerbewaarder of eerstaanwendend bode-kamerbewaarder,

overgedragen naar de Executieve van de Franse Gemeenschap uit het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt bij het koninklijk besluit van 28 december 1989.

§ 2. De uitwerking van het besluit van de Executieve van 31 januari 1989 houdende overgangsbepalingen tot uitvoering van het statuut van het personeel gaat door voor zover die van toepassing was op het personeel overgedragen naar de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap uit het Ministerie van Justitie — Dienst voor Jeugdbescherming.

Art. 2. Het personeel van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming omvat :

a) met uitzondering van het personeelslid dat aangewezen is voor de betrekking van adviseur bij de Dienst voor afstandsonderwijs, de personeelsleden aangewezen voor de betrekkingen bepaald bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 oktober 1983 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, onder het opschrift « Algemene Directie van Onderwijs en Vorming », alsook de personeelsleden die hun beroepsactiviteiten uitoefenen bij bedoelde Algemene Directie ofschoon ze aangewezen zijn voor een betrekking bepaald bij een andere Algemene Directie, en al de personen, in welke hoedanigheid ook verbonden aan de Executieve van de Franse Gemeenschap, die hun beroepsactiviteiten uitoefenen bij de Algemene Directie van Onderwijs en Vorming;

De naamlijst van de in het vorig lid bedoelde personen wordt vastgelegd door de Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap.

b) de personeelsleden die werden aangewezen voor de betrekkingen bepaald in artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 december 1988 tot vaststelling van een onthaalformatie voor het personeel afkomstig uit de « Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique », uit de « Académie royale de Langue et de Littérature françaises », uit het secretariaat van de hoge raden voor het gezin en de derde leeftijd, uit het « Ministère de l'Education nationale » en uit de Dienst voor Jeugdbescherming, alsook al de personen, in welke hoedanigheid ook verbonden aan de Executieve van de Franse Gemeenschap, die hun beroepsactiviteiten uitoefenen bij de « Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique »;

c) het personeel overgedragen uit het « Ministère de l'Education nationale » naar de Executieve van de Franse Gemeenschap bij het koninklijk besluit van 31 juli 1989, alsook al de personen overgedragen naar de Executieve van de Franse Gemeenschap die, in welke hoedanigheid ook, hun beroepsactiviteiten uitoefenden bij het « Ministère de l'Education nationale »;

d) de inspecteurs van het afstandsonderwijs;

e) het personeel overgedragen uit het Ministerie van Financiën — Administratie der Thesaurie — naar de Executieve van de Franse Gemeenschap bij de koninklijke besluiten van 29 maart 1990

alsook

1. Bratun, Sabine, bestuurssecretaris, overgedragen uit het Ministerie van Financiën — Administratie van de Begroting — naar de Executieve van de Franse Gemeenschap,

2. Darimont, Monique, bestuurschef,
 Grégoire, Claude, bestuurschef,
 Dalaidenne, Paul, opsteller,
 Georis, Pierre, opsteller,
 Lefebvre, Martine, opsteller,
 Pierre, Marie-Paule, opsteller,
 Verstraete, Lydia, opsteller,
 Xenophontos, Marc, opsteller,
 Ballegeer, Elsie, hoofdklerk,
 Van Caeneghem, Martine, hoofdklerk,
 Anglicus, Jacques, klerk,
 Bisman, Suzanne, klerk,

overgedragen uit het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt naar de Executieve van de Franse Gemeenschap bij koninklijk besluit van 28 december 1989;

Art. 3. De Ministers, lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Brussel, 21 augustus 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,
 V. FEAUX

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport en Toerisme,
 en Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap,
 J.P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Onderzoek van de Franse Gemeenschap,
 Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid van de Franse Gemeenschap,
 F. GUILLAUME